



Lutte pour l'emploi et guerre au chômage

Brochure de trois articles de Partisan publiée en 1991

(Numérisée, conforme à l'original – Juillet 2018)

Depuis quelques mois, les restructurations ont repris massivement. A nouveau les licenciements se multiplient, à nouveau nous nous trouvons confrontés à la misère, au chômage, à la mort sociale.

Quel espoir pour un chômeur de Clermont Ferrand, Nogent le Rotrou, Lavelanet, Orléans, Cholet, Gennevilliers ou ailleurs ?

Depuis plus de quinze ans, depuis le début des restructurations massives de la sidérurgie à l'époque de Giscard dans les années 75, la classe ouvrière n'en finit pas de passer de restructuration en chômage, de retour au pays en flexibilité et cadences aggravées pour ceux qui restent.

Et depuis quinze ans, trahis par les syndicats et les politiciens de toutes tendances, qui ne savent parler que plan social et acceptation de la crise, ou encore "Fabriquons Français" et conseils aux capitalistes, nous cherchons comment arrêter la glissade inexorable provoquée par la concurrence et l'exploitation. Peu de grandes luttes pour l'emploi, la sidérurgie, bien sûr, Talbot aussi, mais encore moins de succès un tant soit peu significatifs.

Comment en sortir ? Comment faire ? C'est la seule question qui ronge ceux d'entre nous qui sont menacés, réduits à l'impuissance, et ceux qui déjà vivent l'exclusion. Déjà trois millions de chômeurs, encore plus de précaires. Il est beau le progrès !

Dans cette petite plaquette, nous avons réuni trois articles de notre journal "Partisan". A partir de notre expérience d'ouvriers, de nos échecs aussi, nous avons compris quelques éléments. Non pas que nous ayons la solution ! Il n'y a pas de solution miracle, de recette magique, ça se saurait... Mais pour défendre les intérêts ouvriers, il faut déjà savoir dans quel sens aller, par où commencer.

Notre plaquette peut aider à redéfinir une orientation de classe, pour l'emploi. C'est un outil, à chacun de le faire vivre et de l'enrichir !



Guerre au chômage !

Ce premier article, est aussi le plus général, Avant de rentrer dans l'analyse des situations concrètes auxquelles les ouvriers sont confrontés, il faut comprendre ce qu'est le chômage, et en quoi il reflète toute la vie dans cette société. Temps libre, travail, chômage, exploitation, libération ouvrière. Pour savoir se battre, il faut savoir ce qu'on veut !

A l'occasion de la campagne électorale pour les élections présidentielles et des députés de 1988, Voie Prolétarienne était intervenue sur trois thèmes précis : le chômage, le désarmement et l'impérialisme, la démocratie et la place de la classe ouvrière.

Nous publions ci-dessous l'intervention faite à l'occasion d'une réunion publique, justifiant le combat autour du mot d'ordre "Travailler 20 heures, pour vivre et pour lutter".

Il y a le chômage (3 à 4 millions). Et pourtant de nombreux besoins ne sont pas satisfaits : sans abris, logements insalubres, écoles compressées, lits d'hôpitaux en manque, crèches insuffisantes etc.

D'un autre côté, on détruit parce que le capitalisme produit trop par rapport à ce qui peut être vendu avec profit : jachères, lait légumes. Et pourtant, il y a les Restaus du Cœur. Et la vie est plus chère.

Trois à quatre millions de chômeurs voudraient travailler (combien dans le monde !), mais perdent leur vie à ne rien faire. Huit millions d'ouvriers travaillent de plus en plus. Ils perdent leur vie à la gagner ("gagner sa croûte").

Cette situation grotesque, stupide (c'est ça le capitalisme) pose la question de **Travailler Tous, Moins, Autrement.**

UTOPIE OU RÉALITÉ ?

Le point de vue que nous développons ici n'est pas fondé sur une quelconque volonté ("mon dieu, faisons autrement !"). Non. Il est l'expression d'une analyse scientifique de la société actuelle, du développement des techniques, que chaque ouvrier peut voir autour de lui. Nous ne sommes pas des utopistes. Mais nous refusons de nous masquer les yeux, tant sur les potentialités que sur les limites du capitalisme.

Automatisme, productivité, ont fait un bond énorme. L'ouvrier produit en 10 heures ce qui nécessitait 40 heures en 1930, 100 heures en 1900. La productivité a augmenté de 1000% en un siècle, alors que la durée du travail n'a baissé que de 30%. Il fallait 35h pour faire une R5, 21 pour la Supercinq, il en faudra 16 pour la prochaine (la Clio). Le temps de travail global pour fabriquer nos besoins immédiats est considérablement réduit. L'intervention de l'ouvrier, des travailleurs en général, est de moins en moins nécessaire, les installations électroniques dans les grandes surfaces réduisent (vont réduire) d'un tiers les employés des libre-service. Face à cela, que faire ? Protéger le travail idiot des caissières ? Recréer les poinçonneurs du métro ! Non.

Il faut "s'employer à travailler" pour l'avenir. Une autre vie qui ne s'écroule pas quand le travail se fait rare (comme actuellement : boulot = fric). Mais au contraire qui libère l'homme du travail avec dans un premier

temps une réduction massive du temps de travail. C'est pour cela que nous mettons en avant aujourd'hui 20 par semaine pour tous, sans chômage, sans baisse du niveau de vie, pour vivre et pour lutter.

Cela le capitalisme ne **peut** le donner.

a) le seul temps libre qu'il nous accorde, c'est le **chômage**. C'est la **précarité** : 3 à 4 millions de personnes travaillent moins, c'est un fait. Mais quel en est le prix ? TUC à 1200 F, demi salaire. Un revenu amputé pour une vie amputée. Cela pur répondre à la guerre économique capitaliste. Précarité - vie au rabais. Les miettes, c'est pour les oiseaux, les ouvriers veulent les richesses qu'ils créent.

b) le seul niveau qu'il accorde c'est : salaires bloqués ; chômeurs non indemnisés, c'est la **charité** pour les "nouveaux pauvres". RMI à 2000 F sous conditions Y aurait-il des sous-hommes avec des sous-besoins ?

Non

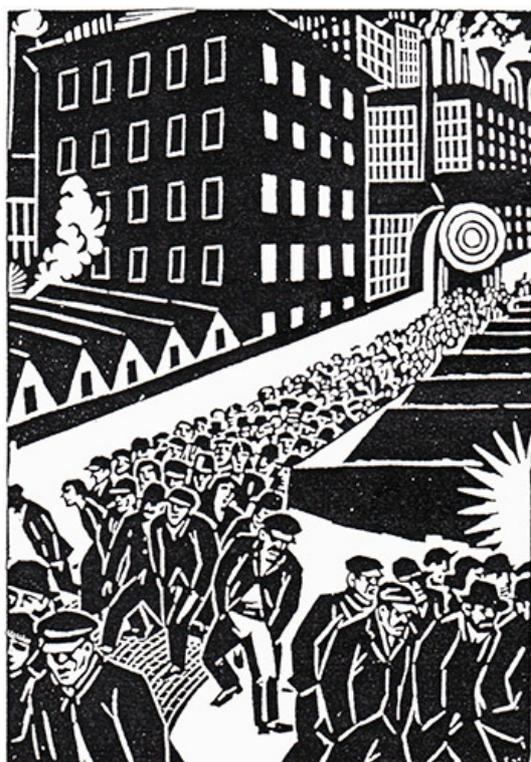
POURQUOI LE CAPITALISME AGIT-IL AINSI ?

Parce qu'il est bête et méchant ? Non ! Parce qu'il est dirigé par des hommes de droite ? Avant 81, on aurait pu le penser. Les contraintes économiques du capitalisme ont obligé PC/PS à gérer en capitalistes. Le capitalisme ne retourne pas sa veste suivant l'étiquette de ses dirigeants. Les promesses sont restées promesses.

Le capitalisme vit du travail ouvrier, dont il tire les profits. Il ne met en œuvre le travail et les ouvriers qui l'exécutent que si cela a un rapport intéressant. Il est contraint pour cela de compresser davantage l'ouvrier. Aujourd'hui, c'est travailler plus, à moins, pour moins de paye. Le chômage va s'aggraver.

La guerre économique que se livrent les capitalistes les oblige à augmenter la productivité de chaque ouvrier, les oblige à moderniser. Cela en éliminant les hommes. Là est la source du chômage, et n'a rien à voir avec la présence des immigrés dont gauche et droite réclament le contrôle, faisant le jeu de Le Pen.

QUE PROPOSENT LES CANDIDATS ? (Lajoinie, Juquin, Ariette)



Lajoinie : forcer les capitalistes à investir dans la production et non spéculer. Moderniser l'appareil productif, produire français, récupérer les productions, plus de consultations des représentants des travailleurs. Augmenter les salaires.

Juquin : "guerre au chômage", lutter contre le pouvoir de l'argent, le profit, contre le budget militaire. 35 heures, aller vers les 30 heures. Plus de pouvoir aux C.E. dans les choix économiques.

Ariette : Investir dans les productions utiles, développer les investissements productifs et non spéculer. Augmenter les salaires, car les profits existent. 35 heures. Contrôle des ouvriers sur l'économie.

Les trois candidats ont une position commune **et** fausse :

- Ils interviennent sur le terrain d'une meilleure gestion du capitalisme, faisant croire que celui-ci pourrait agir autrement : investir plus, donc produire plus, donc créer plus d'emplois... Ils entretiennent l'illusion que les patrons sont des mauvais personnages. 81 n'est pourtant pas si loin !

- Le terrain de la meilleure gestion les conduit à la prudence quant à la réduction du temps de travail, il est prouvé que les 35 heures ne réduirait le chômage que de 500 000 personnes. Quand on sait qu'il est prévu quatre millions officiels en 1993 !!!
- Il faut "forcer les patrons" disent-ils. Chacun sait bien ce que cela veut dire. Plus de pouvoir aux CE dit Juquin. Plus de pouvoir aux "représentants des travailleurs" dit Lajoinie. On connaît la musique. Et nous, ne sommes-nous que des bêtes de production ?
- Les trois candidats brillent par leur absence de remise en cause du capitalisme (avec une différence pour Lutte Ouvrière). Donc de la place de l'ouvrier dans la société où il n'est qu'un OS, un exécutant, une marchandise. Exclu de toute réflexion intellectuelle et sociale, de toute décision politique (hormis le vote !), de tout contrôle.

QUE PROPOSONS-NOUS ?

20 heures par semaine pour tous, sans chômage, sans baisse du niveau de vie, pour vivre et pour lutter.

C'est la revendication qui, face à la crise du capitalisme, unit tous les ouvriers, de tous les secteurs, de toutes nationalités. Elle pose le problème du chômage comme problème collectif et non de façon corporatiste qui ne débouche pas. Elle se démarque de la revendication des candidats aux élections (et des syndicats) d'une meilleure gestion des entreprises, qui ne peut qu'opposer les ouvriers entre eux dans un système économique de concurrence (rappelons-nous des sidérurgistes lorrains et de ceux du Nord).

- "produire français" par son chauvinisme, oppose les ouvriers des différentes nationalités
- "Non à la sous-traitance" oppose les ouvriers des différentes usines, conduit à porter le chômage chez l'autre, sans l'éviter chez qui que ce soit.

C'est la seule revendication qui n'enchaîne pas l'ouvrier au soi-disant avenir de son entreprise. Ceux de gauche réclament investissements, développements de la production, d'assurer l'avenir des entreprises, en fait que le capitalisme soit bon pour l'ouvrier. Auraient-ils oublié la sidérurgie, l'automobile, les chantiers navals. Manufrance... L'échec de luttes pourtant dures... Pour la majorité, les ouvriers croyaient que leur avenir était le même que celui de l'entreprise. Et pourtant ! Quel prix payent les ouvriers de Renault et PSA pour l'avenir de "leur" entreprise...

Les investissements, sous le capitalisme en crise, c'est contre les ouvriers. En 53-60, 100 milliards de marks investis dans l'équipement industriel créaient 2 millions d'emplois. En 60-65, ils n'en créaient plus que 400 000. En 65-70, ils en supprimaient 100 000. Et en 70-75 ils en supprimaient 500 000 (Tiré d'un livre de l'économiste A.Gorz "Les chemins du paradis").

C'est la seule revendication qui pose radicalement la résolution du premier besoin ouvrier face à la crise : travailler. Tous et moins ("Zéro chômeur"). Elle trace la voie d'en finir que les uns crèvent à la tâche pendant, que les autres crèvent d'inutilité. Oui, "guerre au chômage" dit Juquin, mais pour nous cela signifie guerre au capitalisme, car "Zéro chômeur" dans cette société est impossible.

20 heures contient une exigence de temps libre. C'est d'abord normal de travailler moins. Les 40 heures ont un demi-siècle. Au nom de quel principe, de quelle sanction de dieu, l'ouvrier devrait-il passer sa vie aux machines alors quel développement technique actuel permet de le dégager davantage du travail, si tous travaillent. Mais notre véritable mot d'ordre est 20 heures pour vivre et pour lutter.

QU'EST-CE QUE CELA SIGNIFIE ?

Le capitalisme, c'est une façon de produire, une façon de vivre. Selon la place occupée dans la société, on ne produit pas la même chose, on ne vit pas pareil. L'ouvrier produit du matériel, il est manuel. Le bourgeois (et le petit) produit les idées, il est intellectuel. L'ouvrier exécute, subit, a une vie très limitée, monotone. L'intellectuel dirige, conçoit, a une vie enrichissante et créatrice.

Réduire simplement le temps de travail ne changerait pas la condition ouvrière. Il y aurait toujours ceux qui sont aux machines et ceux qui n'y sont jamais. Ceux qui conçoivent et ceux qui exécutent. Le pouvoir sur la vie appartiendrait toujours aux "puissances intellectuelles de la société". Cela, que la société s'appelle alternative, verte, socialiste ou de l'an 2000 (Juquin). Ce serait toujours du capitalisme.

La revendication du temps libre inclue donc le choix politique de donner aux ouvriers actuels les moyens (donc le pouvoir) de transformer (pour l'éliminer) leur situation d'ouvrier, qui est en quelque sorte une demi vie : les bras se développent et la tête se vide. Les moyens, c'est la possibilité de l'acquisition des connaissances nécessaires. Gagner du temps libre pour que les ouvriers acquièrent les connaissances pour diriger la société, c'est répartir le travail manuel entre tous. Chacun sa part de machine. Chacun sa part de travail de conception, de réflexion. Tous intellectuels, tous manuels. Ceci est un axe à long terme, mais qui implique des mesures immédiates : réduction du temps de travail, formation, écoles, moins de temps à la machine (au service, dans les PTT...) pour intervenir dans les choix de toute la société : quels besoins, quelle production, quel urbanisme, quel enseignement, les cultures multinationales, les relations internationales et internationalistes etc.

Notre revendication des 20 heures pour tous s'inscrit donc dans une destruction du système capitaliste, pour construire une société où l'ouvrier n'est plus l'OS de la vie, mais construit une autre vie pour un autre homme, en même temps qu'un autre homme pour une autre vie.

Cela suppose bien entendu que les ouvriers luttent aujourd'hui pour leur organisation **autonome** de tous les courants qui veulent réformer le capitalisme. Que cette organisation débouche sur la prise du pouvoir qui est la condition incontournable pour réaliser ce combat pour la vie.

"Partisan" N°32 - Juin-Juillet 1988





Restructurations et lutte pour l'emploi (l'exemple de Chausson)

Ce deuxième article part de l'expérience précise d'une grande entreprise automobile de la région parisienne, Chausson, à Gennevilliers. Il analyse d'une part la restructuration, d'autre part les réactions ouvrières et enfin les impasses de tous les courants syndicaux et militants dans une usine pourtant réputée pour sa combativité.

Après Billancourt, on parle de la fermeture d'une autre grande usine de l'automobile en Région Parisienne, Chausson Gennevilliers. Ce sont deux restructurations un peu tardives dans ce secteur. Mais si dans le premier cas la CGT, avec une direction PCF, est majoritaire, à Chausson le principal syndicat, c'est la CFDT et surtout, elle est animée par des militants d'extrême-gauche (Lutte Ouvrière, LCR ou anciens membres de groupes révolutionnaires).

Nous avons montré la responsabilité du PCF dans l'absence de riposte à la liquidation de Billancourt (Partisan N°46 et N°49). Comment ça se passe à Chausson, boîte réputée combative et politisée ? Face aux licenciements, qu'est-ce que ça donne ?

L'interview d'un camarade de la boîte fait le point sur les questions d'orientation. Nous reviendrons à l'occasion, en fonction de la situation, sur les tâches plus concrètes pour la lutte dans la boîte.

LA SITUATION ACTUELLE

Question : Rappelle-nous ce qu'est Chausson.

Réponse : A Gennevilliers, Chausson produit des Véhicules Utilitaires Légers (VUL), Trafic, J9, C35, avec 2500 salariés, pour la plupart OS immigrés, avec une organisation du travail traditionnelle, à la chaîne. Les deux principaux actionnaires, Renault et Peugeot, sont les véritables patrons.

Q : la restructuration vise plutôt la modernisation, ou la fermeture ?

R : Il y a diverses raisons qui font penser à la fermeture, depuis les accords passés par Renault et Peugeot avec d'autres constructeurs pour la production de VUL, jusqu'à la spéculation immobilière qui s'accroît dans la zone.

Ceci dit, y aura-t-il fermeture totale, partielle, certaines activités étant reprises par d'autres sociétés, et quand, on n'en sait rien et ce n'est pas l'essentiel. De toutes les façons, quelle que soit la décision des

patrons, elle entraînera des suppressions d'emploi et des sacrifices importants pour ceux qui resteraient - s'il y en a - compétitivité oblige.

Q : Quelles sont les réactions dans la boîte ?

R : C'est important de donner d'abord l'ambiance générale, il y a eu de grandes luttes en 75, 83 et 88, longues, assez offensives, sur les salaires. Elles restent dans les mémoires et, malgré les échecs, entretiennent l'idée d'une grande force potentielle des travailleurs. Et surtout, il y a le rapport de forces qui a été maintenu dans le boulot, face aux chefs, une grande vigilance des ouvriers, de fréquents débrayages spontanés.

Ca se manifeste aussi bien sur les conditions de travail, les cadences, le racisme, l'attitude des chefs, que face aux campagnes "Qualité" de la direction, par l'absence d'esprit d'entreprise.

Tout cela malgré un contexte qui est le même que pour les autres boîtes : le racisme, les politiques anti-immigrés, la précarité, les restructurations qui ont entraîné la fermeture d'autres usines de Chausson.

La raison essentielle tient au travail fait par les militants qui animent la CFDT. Ils ont fait constamment un important travail de masse, par des discussions, des réunions d'atelier, la préparation démocratique des actions, le compte rendu systématique de leur activité. Ils ont maintenu une ambiance et un esprit de lutte, de solidarité, de dignité. Leurs positions combatives sur les salaires, l'immigration, la rupture avec le PCF et la CGT (un groupe important a quitté la CGT et rejoint la CFDT suite à une lutte interne, à l'attitude de la CGT à Talbot en 84 et à l'expérience du gouvernement PS-PC), la démarcation vis à vis du réformisme de la confédération CFDT, tout cela a entretenu un esprit de classe et une confiance des travailleurs dans leur force.

Bien sûr, c'est relatif : ce n'est pas le syndicat qui fait la loi, le pouvoir d'achat a baissé, le travail précaire s'est accru ; mais c'est important à souligner par rapport à nombre d'autres boîtes, davantage touchées par le reflux : du fait qu'une direction ouvrière sur des positions de classe et de masse a pu se maintenir, la situation dans la boîte n'a pas suivi le même cours qu'ailleurs. Notamment la mobilisation des travailleurs et des délégués immigrés est restée importante.

Q : Alors, comment ça se présente face aux restructurations ?

R : Et bien, malgré ce que je viens de dire, ça s'annonce très difficile. L'ambiance n'est pas la même ; par exemple, depuis que la menace s'est faite très précise, les débrayages se font plus rares.

Tout d'abord bien sûr parce que la Direction manœuvre : elle maintient l'incertitude sur ses intentions à long terme, elle n'annonce que l'arrêt de certaines productions, une réduction d'effectifs de 400 par FNE, mutations, retours au pays, mais sans précision sur 700 autres qui seront en sureffectif d'ici quelques mois. Mais de toute façon, on sait qu'il aura des licenciements et tout le monde pense à la fermeture.



Du côté des travailleurs, il y a un fatalisme certain, le sentiment que c'est fini, ça devait arriver et surtout qu'on n'y peut rien. C'est ce qu'on entend partout. Il y a ou une mobilisation non négligeable en Juin, le jour du CCE, où la Direction annonçait son plan. Mais elle a été plus faible dans les secteurs les plus directement concernés et on n'a pu tenir l'objectif d'une journée sans sortir une seule caisse. Et pour la plupart de ceux qui ont bougé, ce n'est pas avec l'espoir de maintenir l'emploi, mais pour faire pression pour un bon plan social, avec des primes les plus élevées possible, des formations qualifiantes...

Q : C'est par réalisme ?

R : Oui parce que le contexte général reprend le dessus : la situation de l'immigration, l'expérience des échecs partout sur l'emploi.

Mais d'une part, même ces objectifs sont assez irréalistes, ou en tout cas c'est un repli énorme : vu la situation des OS aujourd'hui, jamais ils n'auront quelque chose qui puisse compenser une perte d'emploi, ni même quelque chose de valable : le fric partira vite, et les formations pour eux, c'est bidon.

D'autre part, il me semble que si ces solutions prennent le pas, c'est parce qu'il n'apparaît pas d'alternative pour défendre l'emploi. C'est clair dans les discussions : la première interrogation c'est sur le boulot ; qu'est-ce qui va se passer, quand, puis vient : c'est fini, on veut plus des immigrés, Renault et Peugeot s'en foutent de Chausson... et après les issues individuelles : le besoin de fric, le retour au pays. Ce qui sert à certains militants pour dire : les travailleurs veulent avant tout du fric. C'est surtout un pessimisme dû au contexte actuel.

DES LUTTES SALARIALES AUX LUTTES SUR L'EMPLOI, QUELLE ORIENTATION ?

Q : Et les militants, que proposent-ils ?

R : C'est là que ça ne va pas surtout. La réaction des travailleurs, vu le contexte et avec la fermeture de Billancourt, elle est normale dans le cadre de leur boîte.

Mais les militants qui ont dirigé les luttes jusqu'à présent ne proposent rien d'autre. La plupart d'entre eux considèrent que la fermeture et les licenciements sont inéluctables et que notre seul objectif c'est de vendre chèrement notre peau, de finir en beauté. C'est le cas notamment de Lutte Ouvrière qui titrait un article consacré à la boîte : « *Contre les licenciements, nous avons les moyens de ne pas faire les frais, la Direction a les moyens de payer* » pour conclure qu'il faut lutter pour que « *les usines de Gennevilliers maintenues ou pas, les patrons de Chausson paient le prix fort. Qu'ils déboursent ! Toute l'opération peut leur coûter, et doit leur coûter très cher !* » Pas de défense de l'emploi., mais des sous. Dans la boîte, leur position est moins nette : si le rapport de force global le permet, si Billancourt bouge, il faudra lutter pour l'emploi. Comment on pourra y parvenir ? Mystère. On attend que ça commence ailleurs. C'est plutôt une

manière d'enterrer le débat qui a commencé à s'amorcer.



La LCR par contre a affirmé la priorité à la lutte pour l'emploi, contre les accords type Renault et autres entourloupes destinées à faire passer les licenciements contre le "piège mortel" du choix emploi ou prime de départ. Mais leur proposition de faire un Comité De Défense de l'Emploi

dépassant la boîte est restée sur le papier pour l'instant.

Si la CFDT mentionne toujours la défense de l'emploi, ce qui prend de plus en plus de place dans ses déclarations, c'est la négociation des contreparties et des conditions de licenciements.

Q : Alors, tous ces militants ont changé de position ?

R : Non, c'est le terrain, le sujet qui a changé. La question de l'emploi en venant au 1^{er} plan à Gennevilliers révèle des limites politiques du travail fait jusque-là. Sur les salaires, ils avaient défendu, quant au fond, les mêmes positions : les profits sont énormes, les augmentations de salaire, c'est notre dû, les patrons peuvent payer.

Nous avons critiqué ces positions au moment des luttes salariales dans différentes entreprises (voir "Partisan" N°37), début 89. D'abord parce qu'elles lient les revendications à la situation de l'entreprise et de

l'économie ; et aussi parce qu'en fait les patrons ne peuvent pas payer, comme nous l'avions dit un peu à rebrousse-poil, et ça laissait les militants de Lutte Ouvrière sur le cul. Les patrons doivent appliquer, subir les règles du capitalisme, la concurrence ; ils doivent faire du profit, investir pour être compétitifs, et un certain nombre d'entre eux y ont réussi grâce à une exploitation plus intensive des travailleurs. Ce n'est pas une question de mauvaise volonté, comme le dit le PCF mais aussi Lutte Ouvrière, qui dénoncent les coffres trop pleins des patrons.

En avançant cela, ils donnent l'espoir que le patron peut céder sans que cela ait des conséquences sur la compétitivité et ils escamotent le fait qu'on s'oppose à un système politique et économique et pas seulement à un patron. La CFDT reprend ces arguments : « *Oui, il est parfaitement possible de satisfaire notre revendication : l'année dernière nos patrons RNUR et PSA annonçaient des bénéfices d'après eux historiques... Il est temps d'exiger notre dû* ».

Mais leurs déclarations sur les responsabilités de la bourgeoisie, du gouvernement, si elles sont plus politiques, elles en restent tout de même à une question de volonté, de telle ou telle politique.

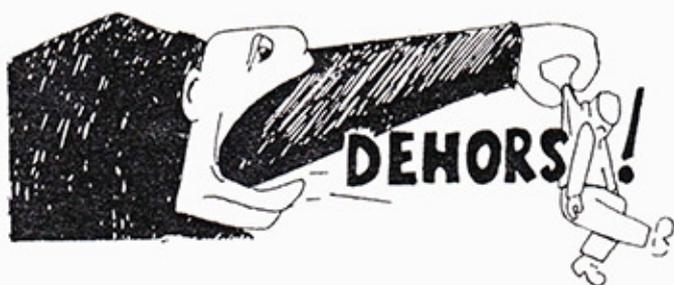
Ça peut paraître plus facile pour déclencher des Luttés : pour les travailleurs, l'objectif paraît à portée de leurs mains, mais c'est largement illusoire et, en définitive, face à l'intransigeance et aux arguments de la bourgeoisie et du gouvernement c'est démobilisateur.

Q : On est loin de l'emploi !

R : Pas vraiment. C'est un rappel un peu long, mais justement la question de l'emploi met à nu les limites et les contradictions de cette conception économiste des luttes salariales.

L'idée qu'on peut provoquer un bon partage salaires/profits en période de croissance, sans problèmes économiques et de manière durable, correspond au sentiment spontané des travailleurs face au patron, elle peut permettre de mobiliser, d'entretenir un bon rapport des forces et une certaine radicalité, au même titre que toutes les actions sur les problèmes de la boîte, conditions de travail, hiérarchie..., sans un haut niveau de conscience et sans une organisation politique forte. C'est ce qui s'est passé à Chausson.

Sur l'emploi, c'est différent. Pour celui qui est visé par un licenciement, c'est pas une question de plus ou de moins, de partage : c'est tout ou rien, un salaire ou pas.



Ceci au niveau de la façon dont c'est perçu individuellement. Et globalement, c'est plus directement et plus clairement la logique d'ensemble du capitalisme qui apparaît : qu'il s'agisse de fermeture ou de modernisation, c'est, le règne de la concurrence, la situation de « sa » boîte par rapport aux autres, à l'ensemble de l'économie qui sont à l'origine du problème.



On le sent bien dans la réaction des ouvriers : autant, il y a le sentiment que revendiquer des salaires plus élevés est légitime et qu'il faut lutter pour cela, autant Le droit à l'emploi paraît inaccessible et le chômage une fatalité, que la société l'exclut.

Face aux menaces sur l'emploi, il ne suffit pas d'un bon rapport de forces pour avoir plus : il faut imposer l'intérêt de tous les travailleurs, le droit à l'emploi, et sur un terrain qui unit moins spontanément que la feuille de paie. Et bien sûr l'emploi pour tous, pas dans n'importe quelles conditions avec flexibilité, déqualification, déménagement et autres joyeusetés.

Q : C'est donc la même divergence qu'on retrouve sur l'emploi et, sur les salaires ?

R : Oui, avec une différence : c'est que pour 1500 F, que ce soit en disant ou pas "les patrons peuvent payer", on se retrouve dans la lutte. La différence c'est que les uns (notamment Lutte Ouvrière) se contentent de pousser le mouvement spontané le plus loin possible et que les autres veulent aussi faire progresser une conscience des tâches politiques de la classe ouvrière, de la nécessité du renversement de la bourgeoisie et montrer que ces luttes sont une partie du chemin pour y parvenir, un moment du combat pour toute la classe.

Sur les salaires, ces objectifs sont moins évidents, surtout dans une période de reprise économique, avec des profits qui gonflent.

Sur l'emploi, on n'y coupe pas : s'il n'y a pas une conscience des enjeux globaux de la lutte et une orientation correcte de la défense des intérêts ouvriers, on va au casse-pipes. C'est difficile de toutes les façons, il y a peu d'espoir de gagner par une lutte même radicale dans les conditions actuelles. Mais faute de perspectives, on ne peut qu'accompagner la fermeture de manière plus ou moins revendicative.

S'APPUYER SUR LES INTERETS DE CLASSE

Q : Ça paraît même plutôt liquidateur, davantage que de dire "les patrons peuvent payer" ?

R : Oui, mais c'est tout autant renoncer à partir des intérêts de la classe ouvrière face au capital. Ce qui caractérise le mot d'ordre "les patrons peuvent payer", c'est le réalisme, la volonté de montrer que c'est possible d'obtenir satisfaction, que tout est question de rapport de forces pour stimuler la lutte. Là c'est pareil : qu'est-ce qui est possible dans les conditions actuelles, sur quoi peuvent lutter les travailleurs d'une boîte face aux intentions de la direction ? Sur un bon, ou relativement bon plan social. Alors, on mobilise là-dessus et on n'a plus, comme objectif de changer ces conditions pour permettre à la classe ouvrière de se battre pour ses véritables intérêts, le droit à l'emploi. On reste dans le cadre des rapports ouvriers-patrons.

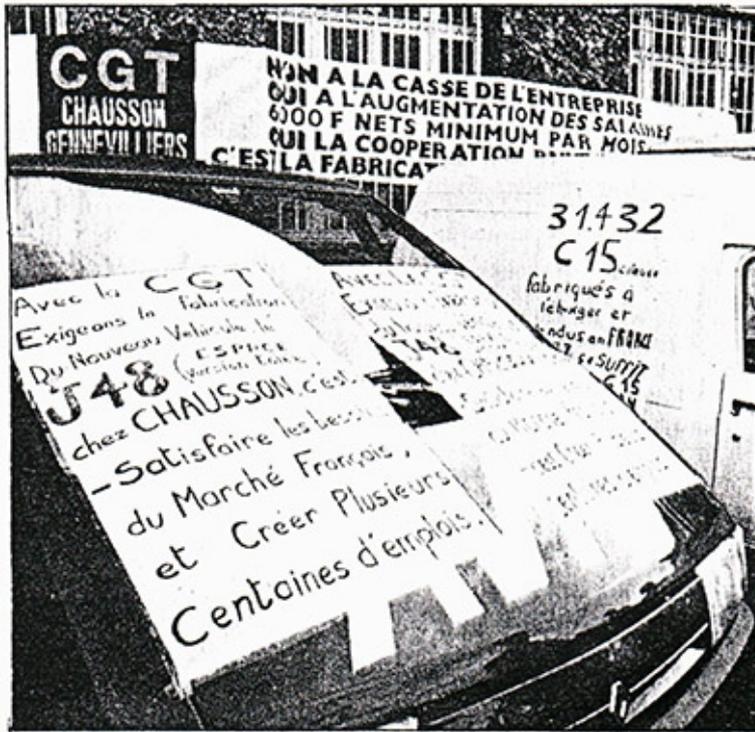
Sur les salaires nous sommes partis des besoins ouvriers tels qu'on peut les définir aujourd'hui dans nos pays, concrètement, en quantité mais aussi en posant des questions sur leur nature, leur conditionnement par le capitalisme. Sur le temps de travail, de même : la réduction du temps de travail ce n'est pas seulement foutre le camp de l'usine le plus vite possible pour accroître ses loisirs capitalistes ou le temps que les femmes passent au ménage ; c'est un besoin pour changer sa vie, les rapports sociaux. Et lutter sur les licenciements, ce n'est pas monnayer son départ mais affirmer son droit à l'emploi, à une société sans chômage.

Il y a quelques années on avait défini notre démarche, face aux tentatives du patronat d'augmenter la compétitivité comme le défaitisme révolutionnaire dans la guerre économique. Même si le capitalisme va mieux, la guerre continue et c'est toujours valable. Ça veut dire refuser de faire les frais des restructurations, mais avec un but : leur opposer les intérêts de classe et renverser la bourgeoisie.

A Chausson, le défaitisme est certain : l'esprit d'entreprise face aux concurrents est inexistant. Ce sont les intérêts immédiats des travailleurs qui priment ; mais uniquement comme quelque chose à arracher au patron, sans se poser de question au-delà. C'est un acquit du travail qui a déjà été fait ; mais les limites sont aussi celles de l'orientation qui a été appliquée, en quelque sorte un défaitisme économiste, seulement revendicatif, détaché des enjeux politiques.

Q : Quelle différence par rapport au PCF et à la CGT ?

R : le PCF, lui, se place dans le cadre de la défense de l'entreprise. Comme a dit un responsable CGT le jour d'un débrayage : il y a un marché porteur pour les VUL, des compétences reconnues, un personnel motivé (sic !), donc aucune raison de fermer. Il n'y a que la casse et le déclin voulus par le patronat, le gouvernement et Bruxelles qui ouvrent notre marché aux marques étrangères etc... Il faut rapatrier les productions, faire des investissements nationaux, de nouvelles productions... Un discours bourgeois et chauvin mais qui lui permet de mettre l'emploi au premier plan, à sa manière bien sûr.



Rien à voir donc avec les différentes positions dont j'ai parlé. Mais certains dans la CFDT ont voulu pousser ceux qui veulent défendre l'emploi vers la logique PCF : si vous voulez sauver les emplois, qu'est-ce que vous proposez comme production ?

Ce n'est pas notre problème de déterminer une production, parce qu'il faudrait en plus qu'elle soit rentable, définir les conditions de l'emploi. Ce que leur argument montre surtout c'est que lorsqu'on a en tête de négocier le prix des licenciements, on a abandonné toute perspective de contestation des lois capitalistes.

Une autre de leur réaction c'est de marteler que de toute les façons c'est fini, on va tous être virés et vite, c'est de gommer toute perspective concrète de sauver des emplois. C'est de dire que c'est

tout à fait impossible, irréaliste, pour décourager toute autre voie que le plan social. En fait on n'en sait rien, il se peut qu'il reste 900 emplois sur place d'après la Direction, il se peut que ce soit un bobard pour donner des illusions. Ce n'est pas notre problème.

LUTTER POUR L'EMPLOI

Q : Quelle lutte pour l'emploi, alors ?

R : On a parlé surtout d'orientation générale. C'est important pour définir quelle lutte on peut mener, avec quels objectifs et comprendre comment des militants, qui ne sont pas des réformistes et des droitiers pourris, en viennent à se borner à la négociation d'un plan social.

Pratiquement il va y avoir des axes concrets sur plusieurs plans : sur l'emploi qu'il s'agisse de la poursuite de certaines activités, de reprise par d'autres, de mutation, mais aussi sur les conditions de l'emploi futur (flexibilité, qualifications...), et aussi sur celle des licenciements. Mais on peut aussi avancer d'autres thèmes comme la réduction du temps de travail, la formation (ce n'est pas au moment du licenciement qu'il faut proposer des formations), le refus des heures supplémentaires. Quelle que soit la négociation à laquelle on aboutira, c'est ainsi que le rapport de forces sera le meilleur et les acquis de la lutte les plus importants.

Les échecs des luttes pour l'emploi, on n'en sortira pas avec de bonnes primes de licenciement. Pour l'heure, il n'y a qu'une proposition alternative, celle de la LCR en faveur d'une lutte pour l'emploi, avec des axes positifs comme la réduction du temps de travail. Mais elle paraît au point mort. Il faut dire qu'elle s'adressait aux "*organisations ouvrières et démocratiques*" notamment le PCF. Tout en critiquant les solutions nationalistes de ce parti, la LCR voudrait faire un comité de Défense de l'Emploi avec lui. "*le PCF veut un Comité, mais sur ses bases à lui ! Ce sont des méthodes non démocratiques... Unité dans l'action, pluralisme dans les discussions ! Rien n'empêche que les divergences soient débattues au grand jour, pourvu qu'on puisse prendre ensemble des initiatives communes sur la localité*" (tract LCR).

Il faudrait d'abord l'unité sur une plateforme avant de parler d'actions communes. Mais sur le contenu de cette unité politique, la LCR ne dit rien et propose manifs, meetings, contacts avec les autres boîtes. Pas étonnant que ça n'avance pas.

Sans parler des divergences irréductibles avec le PCF, ce n'est pas aujourd'hui, en attendant qu'il y ait beaucoup de monde sur des positions de défense de l'emploi qu'on fera bouger les choses. A titre de comparaison on peut citer la campagne faite autour d'un transformateur en réparation pour le régime de l'Apartheid à l'usine Alsthom de Saint-Ouen. Un collectif anti-impérialiste s'est constitué, sur une plateforme minoritaire, à contre-courant. En associant d'autres boîtes ils se sont avant tout attachés à définir une position correcte sur un enjeu qui concernait tout le monde, très immédiatement. Leur action a permis non seulement de faire avancer des idées justes, de faire en sorte qu'elle soient assumées par davantage de travailleurs, mais a aussi poussé le PCF et la CGT à bouger. Sur leur orientation évidemment, mais c'est ainsi qu'il y a eu débat et clarification politique.

Peut-on faire la même chose autour d'une Lutte sur l'emploi ? C'est à voir. L'essentiel c'est de déterminer une orientation politique correcte pour la lutte et de faire l'unité si possible. On la mettra en œuvre à la mesure des forces qui se réuniront.

C'est une alternative qui reste à construire, mais c'est ce qui est le plus proche, le plus conforme aux intérêts de la classe ouvrière.

Partisan N°54 - Octobre 90



Comment lutter contre les licenciements ?

Troisième et dernier article, comment faire ? A partir du bilan de plusieurs restructurations importantes, certaines auxquelles nous avons été confrontés, d'autres qui ont marqué le monde ouvrier, nous essayons de faire le point, de tirer les leçons des impasses, mais aussi des voies à suivre pour combattre les licenciements. Au risque de nous répéter, il ne s'agit pas de solutions magiques. Il s'agit de définir la voie de défense intransigeante des intérêts ouvriers sans lier son sort à celui de l'entreprise ou du capitalisme en général. Et c'est aussi la seule voie qui peut préparer les ouvriers à leur libération de l'esclavage salarié.

Après la première vague de licenciements massifs dans les années 83-84, nous avons vécu une période d'apparente accalmie plus marquée par le développement massif de la précarité, de l'intérim, de la flexibilité et du travail en équipes, bref des Nouvelles Politiques Patronales, pour intensifier l'exploitation ouvrière après les dégraissages.

On nous promettait la "sortie du tunnel", la "fin de la crise", on nous demandait d'accepter les sacrifices pour un futur meilleur. On prétendait que "les investissements d'aujourd'hui sont les emplois de demain". Mensonges.

La grande grève à Peugeot à la fin de 1989 a montré l'illusion de cet espoir. La reprise capitaliste tant attendue n'apportait rien d'autre que la poursuite de l'austérité. La faute aux "Japonais", à "l'Europe", ou n'importe quoi. Car la guerre économique acharnée ne peut pousser qu'à une concurrence accrue au niveau mondial, et donc à une exploitation renforcée des ouvriers de tous les pays.

Cette phase de reprise n'a été que temporaire, et une nouvelle période de licenciements et de restructurations s'est ouverte : licenciements à Thomson, Bull, Lucas Aerospace, Chausson, Valeo, Philips, dans les mines de Carmaux, à l'Union Laitière Normande, maintenant 5000 licenciements à Michelin, même les chiffres officiels et truqués du chômage s'envolent et inquiètent le gouvernement. Non pas parce que des milliers d'ouvriers et de travailleurs vont se retrouver au chômage (ce n'est pas vraiment son problème), mais parce que c'est la compétitivité du capitalisme français face à ses concurrents qui est en cause.

RESTRUCTURATIONS PERMANENTES

Telle est la dure loi du capitalisme : concurrence, guerre économique, compétitivité, dont les seules victimes sont les ouvriers. Un capitalisme stable, sage et équitable n'est qu'une illusion entretenue par les

réformistes pour défendre leurs intérêts. Il ne peut survivre que dans cette course folle à l'élimination des concurrents, à l'exploitation.

La période des années 60 était une période "extra-ordinaire" du capitalisme, au sens strict, dans la mesure où l'expansion d'alors n'a pu avoir lieu que sur les ruines de la Guerre Mondiale, grâce au pillage des peuples dominés, et à la collaboration de classe avouée de ceux qui prétendaient défendre les travailleurs (par exemple Thorez, dirigeant du PCF appelant les mineurs à produire toujours plus de charbon, à s'opposer aux grèves, à s'opposer aux absences pour maladie...).

Le capitalisme était alors dans une phase de développement extensif pourrait-on dire, et tout ou presque était à faire, à reconstruire. D'autant que la guerre avait mené au développement de multiples industries et technologies nouvelles (chimie, informatique, etc.). Il y avait de la place pour tout le monde, et les capitalistes se développaient sans trop se marcher sur les pieds. Cela n'a eu qu'un temps et la guerre économique est redevenue de plus en plus vive, les restructurations se sont multipliées. C'est pourrait-on dire, la phase "ordinaire" du capitalisme, que nous vivons depuis vingt ans.

APPRENDRE A SE BATTRE POUR L'EMPLOI

Pendant ces années de l'après-guerre, le chômage était faible, la main d'œuvre manquait à tel point que l'immigration était organisée de manière massive.

Aujourd'hui, les chômeurs officiels se montent à deux millions et demi, et on ne compte plus les statuts précaires, à temps partiel. Dans les régions sinistrées, des adultes de trente ans n'ont jamais travaillé et passent d'un stage à l'autre sans espoir.

Or le combat pour l'emploi n'a pas encore commencé sérieusement. Les chômeurs ne sont pas organisés, les syndicats ont littéralement déserté l'organisation de la lutte au nom du réalisme économique, et il n'y a eu aucun exemple de victoire significative (et encore il faudrait discuter de ce qu'est une victoire) contre des licenciements, pouvant servir d'exemple à l'ensemble des travailleurs. Seuls les sidérurgistes ont été les précurseurs à partir de 1978, mais isolés par le chauvinisme du PCF ("l'acier français"), et encore seuls face aux restructurations ils n'ont pu entraîner la masse des ouvriers avec eux.

Il y a le combat contre le chômage en général, pour la réduction du temps de travail, pour travailler tous, moins, vivre autrement¹. Et il y a un aspect particulier de ce combat qui est dans une entreprise particulière, la lutte contre les licenciements. Là, c'est encore plus difficile, compte tenu de la période de faible mobilisation que nous vivons. Essayons de faire le point de ce que nous avons appris depuis dix ans.

LE SCHEMA TYPE DES REACTIONS FACE A DES LICENCIEMENTS DANS UNE ENTREPRISE

Toute notre expérience montre que la réaction ouvrière suit une évolution similaire d'une entreprise à l'autre, face aux licenciements.

Lors de l'annonce des licenciements, il y a une première vague de protestation, de grèves, de révolte. Débrayages relativement importants, occupations des réunions de Comités d'Entreprise,



¹ Nous renvoyons à ce propos à deux articles : « Travailler 20h, c'est possible » (Partisan N°31), et Guerre au chômage (Partisan N°32)

voire séquestration des dirigeants, la riposte laisse à penser que les licenciements ne passeront pas sans mal.

Dans une deuxième étape, la direction dévoile le fameux "Plan Social" d'accompagnement. Avec un cocktail de mesures dont l'aide au retour pour les immigrés, l'aide à la création d'entreprise, les congés de conversion, les FNE, et les incitations au départ individuel (quelques millions de centimes). Le tout parfois sous la coupe d'un cabinet de "décruteurs", chargé de faire passer la pilule en douceur. En fait, le gros des licenciements se fait sous la forme des FNE et des départs individuels. L'aide au retour a rapidement fait faillite face à la situation dans les pays d'origine, et les congés de conversion n'ont qu'un "succès" limité.

Ces fameux plans sociaux ont été mis au point au fil des ans par le CNPF et les gouvernements pour éviter les explosions en jouant habilement sur trois éléments : - le réalisme économique martelé tous les jours ("les licenciements sont inévitables", "vous comprenez la concurrence"...), entretenu par les syndicats collabos, - la difficulté d'organiser la lutte collective contre les licenciements face à cette situation, - et les divisions au sein de la classe ouvrière favorisant la recherche de solutions individuelles.

On peut comprendre qu'un ancien usé par des années de travail soit favorable au FNE, même s'il s'agit d'un licenciement pur et simple et que l'ouvrier de 40 ans n'aura pas ce choix... Ou qu'un ouvrier qualifié, susceptible de retrouver du travail sans trop de difficultés, ait un intérêt à partir avec les millions, alors que l'OS...

Ce sont là des solutions individuelles, mais qui pèsent lourdement face aux difficultés du combat collectif pour l'emploi. Et plus on approche des dates fatidiques limites du plan social, moins il y a de réaction, plus les solutions individuelles, l'impuissance collective l'emportent. Et finalement les licenciements se font sans trop de vagues.



QUEL COMBAT MENER DANS UNE USINE ?

Les fausses solutions individuelles, l'impuissance et le fatalisme ne sont que le reflet de l'absence de perspective de combat pour l'emploi. Combat abandonné depuis belle lurette par tous les syndicats pour cause de réalisme, on l'a dit.

Essayons pourtant de faire le point de l'expérience (positive et négative) acquise tant par nous-mêmes (à Valentine, Alstom, Paris-Rhône, Renault, Chausson, entre autres) que lors de conflits importants sur l'emploi (sidérurgie, Talbot...)

Dénoncer la logique capitaliste

C'est la première évidence du travail de tous les révolutionnaires. Il y a un gros travail d'explication pour montrer comment on en est arrivé là.

Pour mettre à nu les règles du jeu capitaliste, les lois de la concurrence, les intérêts patronaux et gouvernementaux en jeu. Pour dénoncer l'illusion des propositions présentées par les réformistes, soit sous la forme nationaliste de défense de la production du PC, soit des contre-plans alternatifs de la CFDT. Encore que les réalités de la crise aient largement contribué à mettre en sourdine ce qui était la tarte à la crème des années 84. Et oui, le capitalisme s'impose aux hommes, s'ils ne luttent pas pour le mettre à bas...

La dénonciation du PC doit être particulièrement vive, dans la mesure où "la défense de la production" qu'il met systématiquement en avant conduit non seulement à la collaboration de classe, au nationalisme, mais empêche toute lutte radicale. Comment envisager une lutte dure, s'il faut défendre la production, quand on est en période de difficultés économiques ? On a ainsi vu le PC et la CGT, en pleine période de licenciements, aller réclamer du travail à la maîtrise, alors que l'heure était à l'organisation de la grève totale !

Séparer intérêt ouvrier et intérêt bourgeois.

En ces périodes de repli et faible mobilisation, de consensus que les bourgeois cherchent à élargir, c'est un point absolument central de notre activité. C'est une délimitation sur laquelle on ne peut passer, quelle que soit le niveau de mobilisation.

Ce qui conduit à refuser de signer tout plan social, par principe, à refuser de réclamer le rapatriement de la sous-traitance, à refuser le jeu des contre-propositions en matière de production. Un des exemples particulièrement vivant dans la classe ouvrière est celui des gaspillages. La tendance immédiate des ouvriers, en période de licenciements est de dénoncer achats de luxe (voitures de direction), hiérarchie pléthorique, gaspillages de matières premières. Ces dénonciations sont utiles dans la mesure où elles servent à mettre à nu la logique capitaliste. Mais le risque est grand de tomber dans les contre-propositions chères au PC ou à la CFDT : vous voyez bien qu'on pourrait faire autrement !

Séparer intérêt ouvrier et intérêt patronal, c'est dénoncer la logique capitaliste, de manière implacable, et mettre en avant les intérêts ouvriers, de manière tout à fait indépendante.

Défendre l'intérêt ouvrier

Une fois la logique ennemie bien éclaircie, une fois les deux camps délimités, encore faut-il savoir dans quel sens lutter.

Car sinon on peut arriver à des situations paradoxales : par exemple ces camarades de Renault Billancourt réduits à l'impuissance à partir de leur critique fort juste des contre-propositions du PC. En mettant à nu la logique capitaliste, en dénonçant l'illusion des solutions du PC, ils en arrivaient sinon à justifier mais à expliquer la politique du groupe Renault. Et faute de défense de l'intérêt ouvrier, ils étaient réduits à l'impuissance, à accepter les plans de restructurations et le plan social.

Défendre l'intérêt ouvrier, c'est ne jamais se soumettre, quel que soit le rapport de force. Dans ce cas, c'est défendre l'emploi. C'est se battre pour "Zéro licenciement", mot d'ordre avancé par les ouvriers de Talbot en 1984. C'est se battre pour récupérer le temps libre des hausses de productivité que le capitalisme transforme en chômage, c'est se battre pour la réduction du travail sans contrepartie, pour le maintien de l'emploi. C'est se battre pour les reclassements (chose que refuse par principe le PC), non pas des cas individuels, mais dans le cadre collectif de "Zéro licenciement". Et ce à des conditions jugées acceptables par les ouvriers eux-mêmes, collectivement.

C'est une position radicale, très à contre-courant, mais qui paradoxalement donne les meilleures conditions pour la lutte immédiate. Un exemple : le PC défend la production. Quand le combat est perdu, il se révèle

impuissant face aux ouvriers, et les laisse livrés à eux-mêmes. Nous défendons l'emploi, l'intérêt ouvrier. Ce qui nous permet, tout en défendant l'emploi en général, même quand le combat collectif est perdu, de défendre les cas particuliers des uns et des autres.

Soumettre l'intérêt individuel à l'intérêt collectif

C'est un des aspects les plus difficiles de notre position. En effet, comment s'opposer aux FNE, alors que les anciens ont légitimement l'aspiration au repos ? Il ne s'agit pas de la critique du choix individuelle de untel ou untel.

Mais les FNE font partie de la politique patronale en matière de licenciements. D'ailleurs, pendant plusieurs années, ce sont les ASSEDIC qui paient les anciens.

Et que penser de cette vie qui nous conduit à une telle usure qu'on ait l'aspiration au repos pour profiter un peu de la vie avant une mort prématurée ? Si on peut comprendre l'intérêt individuel de tel ou tel, c'est toujours de l'intérêt collectif de la classe, des ouvriers dans leur ensemble que nous partons. Cela suppose un gros travail d'explication et d'éclaircissement sur la question, lié évidemment à une mobilisation réelle pour la défense de l'emploi.



Mobiliser et interdire toute mesure partielle de restructuration

Hormis dans le cas de la fermeture totale d'une usine ou l'arrêt d'une production, un combat pour l'emploi est rarement limité aux licenciements. Car ils ont lieu dans une période de restructuration qui se traduit par une multiplicité de petites mesures partielles : heures supplémentaires, démontages de machines, changement d'horaires, mise en place d'équipes, mutations individuelles, flexibilité, embauche d'intérimaires etc.

En particulier, un combat difficile contre le chômage partiel doit toujours être mené. Toujours, car cette mesure est en général le prélude à des licenciements. Difficile, car c'est aller à contre-courant contre le sentiment d'avoir récupéré des jours de congé en plus à peu de frais. Il n'empêche, comme pour les FNE, qu'il faut voir plus loin que le bout de son nez...

C'est aussi l'enjeu d'autant de petits combats partiels d'atelier (ou d'usine) sur lesquels la prise de chacun est plus grande, et que l'on doit mener dans le cadre de la lutte contre les restructurations. Qui permettent d'éclairer la politique patronale, de définir la politique ouvrière.

Rompre l'isolement, l'individualisme

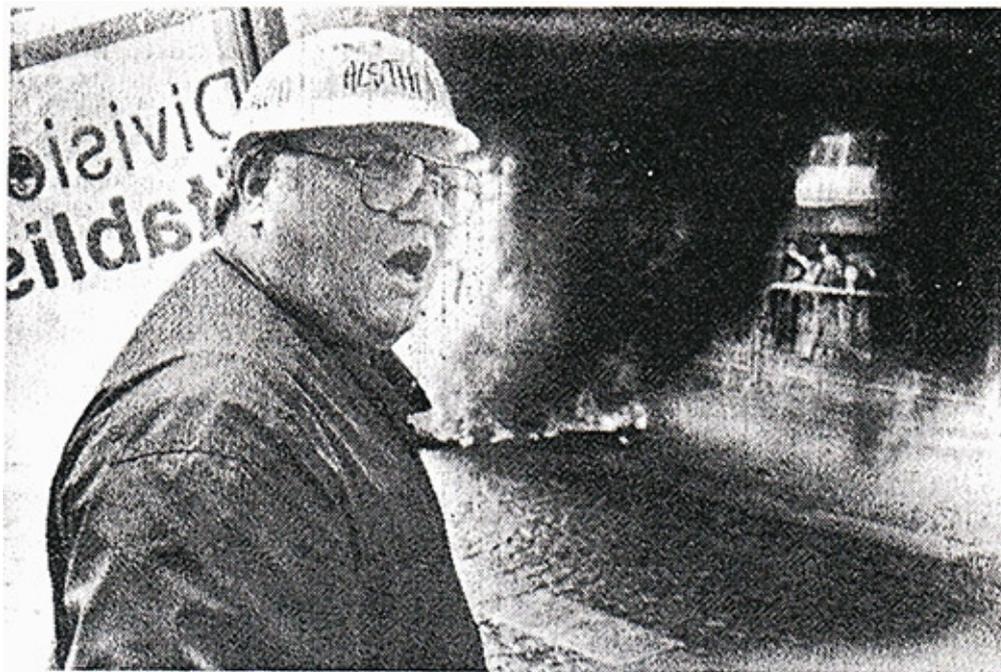
La lutte contre les licenciements n'est pas affaire d'individu ou de solution individuelle. C'est pourtant ce que cherche à mettre en avant patrons et bourgeois par les diverses facettes des plans sociaux.

Ce n'est pas affaire d'atelier, ni même d'usine. Et notre tâche est de tenter de rompre cet individualisme dominant. Il faut faire connaître toutes les mobilisations, chercher à élargir à d'autres ateliers, à d'autres usines ayant les mêmes problèmes, chercher à sortir de l'usine vers les cités et les foyers, faire le lien avec les chômeurs, mobiliser (ou tenter de le faire) pour mettre à nu le caractère social de l'emploi et des licenciements. Il y a des bases réelles à cet élargissement, même si la tendance est au repli : l'exploitation est commune, le chômage est généralisé, la réduction du temps de travail permet de faire l'unité.

Développer la radicalité dans la lutte et les formes de lutte

Il faut prendre exemple sur les derniers sidérurgistes en 84, sur les ouvriers de Talbot, sur ceux de la SNECMA (qui se battaient sur les salaires). Ils ne respectaient pas l'ordre bourgeois, comme ils ne défendaient pas l'intérêt de l'entreprise. Ils se sont battus physiquement, n'ont pas hésité à utiliser la violence (Longwy, Talbot). Ils sont rentrés de force et illégalement dans d'autres usines pour populariser leur combat (SNECMA).

Seule une lutte déterminée peut obtenir des résultats, tant pour définir clairement le camp ouvrier face à l'ordre capitaliste, que dans les résultats immédiats. Grâce à leur lutte extrêmement radicale, même s'ils n'ont finalement pas empêché les licenciements, les sidérurgistes de 84 ont obtenu des conditions que beaucoup jugeraient aujourd'hui exorbitantes et utopiques !



Refuser la passivité et l'impuissance

Face au rouleau compresseur capitaliste, au découragement et à la fatalité régnant dans les rangs ouvriers, la tentation est grande de baisser les bras, et d'attendre un hypothétique sursaut.

L'expérience prouve qu'on peut attendre longtemps ! Y compris les sections syndicales les plus radicales et oppositionnelles sont paralysées par la difficulté de ce combat. Et c'est l'attentisme qui règne, alimenté par

l'individualisme et les solutions individuelles. On en voit même des sections connues pour leur radicalité et leur défense des ouvriers s'interroger sur l'opportunité de négocier le plan social, au nom de la faible mobilisation...

Le combat pour l'emploi nécessite une vision claire de la société capitaliste, de l'exploitation, et de la nécessité d'en finir avec elle. Dur, dur, par les temps qui courent ! Rien d'étonnant à ce que beaucoup soient paralysés.

Nous ne devons pas nous aligner sur cette passivité "du moins pire". Nous ne devons pas attendre. Déjà en temps normal, le combat contre le chômage et la précarité devrait être partie intégrante du combat ouvrier. Cela aiderait considérablement le combat en cas de licenciements. Dès qu'ils sont annoncés, en tous les cas, il ne faut plus attendre, et organiser la fraction la plus déterminée des ouvriers. Sans attendre les syndicats, sans attendre une majorité. Et sur des bases claires, de défense intransigeante des intérêts ouvriers, contre le capitalisme.

Commencer petit, à quelques-uns si nécessaire, sous des formes à envisager suivant les conditions locales (comités, ou n'importe quoi). Clarifier les enjeux (et polémiquer si nécessaire), proposer des initiatives dynamiques et radicales, les mettre en œuvre, même si on n'est pas majoritaire, du moment qu'une partie significative des ouvriers les soutient.

A contre-courant

Il n'y a pas de recette miracle, de solution magique face aux licenciements dans une usine, encore plus quand la mobilisation est faible. Tous les réformistes peuvent nous traiter d'extrémistes, ils seront bien en mal d'expliquer en quoi leur politique est plus efficace que la nôtre. Rabaisser le niveau, s'aligner sur le niveau de mobilisation ne mène à rien d'autre qu'embrouiller un peu plus la conscience des ouvriers sur leurs intérêts (comme par exemple Lutte Ouvrière qui se bat face aux licenciements "pour vendre notre peau le plus cher possible"²).

Il faut oser être à contre-courant, oser défendre l'intérêt ouvrier contre l'exploitation capitaliste, et suivre ce fil directeur sans faiblir, quelles que soient les difficultés du moment. C'est le meilleur moyen de construire à long terme (et d'ailleurs le meilleur moyen d'avoir des résultats à court terme !), dans l'usine face à ceux qui restent, parmi les licenciés, comme chez les personnes extérieures sensibilisées au combat.

Cela suppose clarté, réflexion approfondie sur les enjeux immédiats et ce qui se cache derrière, capacité de direction. Cela suppose une organisation politique. Et la faiblesse actuelle des révolutionnaires n'est pas étrangère aux difficultés que nous vivons !

Partisan N°61 - Mai 91

² Voir « Le chômage, l'indépendance de classe et Lutte Ouvrière » (Partisan N°31) et « Lutter pour l'emploi à Chausson (Partisan N°54).